



L'école, le français et les langues : pour en finir avec l'inégalité linguistique ?

***Journée de travail et de réflexion organisée par l'Adeb
9 mars 2016***

L'école française et son collège sont en pleine mutation et de nouvelles propositions émergent sous la pression du terrain et de la commande sociale. Certaines témoignent d'un consensus assez large, d'autres questionnent et suscitent l'appréhension des acteurs de l'éducation et de la société. La dernière réforme des programmes a montré la résistance de la société française et de son école sur la question des langues.

C'est pourtant d'équité scolaire, de réussite des élèves, de lutte contre les inégalités par les politiques linguistiques dont il est question et c'est ce que l'Adeb entend mettre au cœur des débats lors de la journée de travail proposée, en présentant deux grandes thématiques à discuter : celle de l'appropriation du français et celle de la prise en compte des usages langagiers effectifs des élèves, dans une visée inclusive, c'est-à-dire équitable. La journée de l'Adeb aura ainsi pour objectif premier de réfléchir ensemble à de possibles ***clés pour la réussite de tous les élèves.***

La question de l'appropriation du français comme langue de la République, comme langue de scolarisation, comme langue que les enfants doivent étudier sur le territoire est évidemment centrale et incontournable. Mais le français peut-il être réduit à « UN » français implicite, jamais décrit et élucidé, quand la diversité de ses formes et variations traversent l'école et la société ? Pour tous les élèves, l'un des problèmes majeurs, bien connu mais non résolu à ce jour, réside dans la non-prise en compte du français vernaculaire dans l'acquisition du français de scolarisation normé, ce dernier étant aujourd'hui le seul à être évalué : comment partir des usages langagiers effectifs des élèves pour construire un apprentissage efficace et inclusif du français de l'école (lui-même plus diversifié qu'il ne semble) ? En cette période troublée par les événements géopolitiques mondiaux et d'importants mouvements migratoires, comment faire de la langue française à l'école une langue d'accueil et d'inclusion pour tous les élèves ? De surcroît, le plus souvent, l'enseignement du français n'est pas pensé dans une articulation avec les autres langues à/dans l'école, celles des enfants : comment alors envisager l'enseignement / apprentissage du français, dans une économie globale des langues ?

Au-delà du français et des langues enseignées à l'école, une inclusion scolaire équitable devrait permettre de reconnaître les habiletés linguistiques des élèves ayant d'autres langues premières. Tout d'abord, parce que les langues des enfants et des familles méritent - elles aussi - qu'on s'y attarde et que soit mise en débat la reconnaissance des langues parlées par tous les enfants de France. Mais l'institution scolaire devrait dépasser la seule *reconnaissance* des langues des familles pour réfléchir à l'intérêt cognitif de la prise en compte des habiletés langagières des élèves bi/plurilingues dans une didactique intégrée. Là encore, œuvrer à une économie globale des langues, à partir des usages linguistiques des locuteurs pourrait offrir une entrée opératoire pour la construction d'un répertoire bi/plurilingue au service des élèves et de leurs apprentissages. Outre les pratiques didactiques contrastives par exemple, comment le système des évaluations certificatives peut-il évoluer pour valoriser les compétences et répertoires des élèves, qui constituent une ressource pour la nation tout entière ? Dans une perspective de cohésion sociale et de lutte contre de possibles inégalités et replis, quelles propositions peut-on élaborer pour résister à des formes d'« inégalité linguistique » parfois éminemment discriminatoires ?

Dans ce contexte, la Journée de l'Adeb « *L'école, le français et les langues : pour en finir avec l'inégalité linguistique ?* » se donne pour objectifs de rendre compte de la situation actuelle des langues à l'école et au collège, de tenter d'en décrypter les enjeux et de mettre en débat les questions vives qui surgissent. Cette journée aura aussi pour visée d'élaborer des stratégies pouvant déboucher sur un changement, dans la perspective d'actions en prise avec les besoins et demandes du terrain : quelles opportunités liées à la réforme (par exemple : le nouveau cycle incluant le CM2 et la sixième, le dispositif plus de maîtres que de classes en REP) ? Quels interlocuteurs pour co-construire une mise en pratique raisonnée de l'articulation des langues à l'école, dans les académies, les bassins, les réseaux d'éducation prioritaire, les écoles, les établissements, dans les classes ? Au-delà des demandes d'audience auprès des plus hauts responsables, comment, en termes de méthode, travailler plus prosaïquement avec les acteurs éducatifs ? Quelles pistes à étudier et quelles propositions pourrait faire l'Adeb ? Dans quelles régions, quels territoires, quels espaces sociaux faire porter prioritairement les efforts ? En s'appuyant sur la co-formation des acteurs et la rencontre des expertises des chercheurs et des praticiens, quels cahiers des charges de politique linguistique pourrait-on élaborer, à différents niveaux (en commençant par celui de l'établissement), à mettre à la disposition de tous ?

Telles seront les problématiques débattues et les pistes de travail à envisager ensemble lors de cette rencontre de l'Adeb.

Organisation de la journée

La journée s'organisera autour des 2 thématiques, suivies d'une synthèse collective.

Matinée – 9h30 à 12h15

- 9h30 – Accueil des participants
- Introduction rapide de la journée (15mn) : **Cécile Goï & Stéphanie Galligani**
- **Table ronde 1 : Le français, les français et l'école (1H)**
 - Communications des intervenants (20 mn/intervenant) :
 - **Gaid EVENOU**, DGLFLF
 - **Viviane YOX**, Présidente de l'AFEF
 - **Gérard VIGNER**, ancien IA-IPR de Lettres, responsable de Casnav
- **Débat et propositions (1H)**

Déjeuner

Après-midi – 13h45 à 17h00

- **Table ronde 2 : Langues des familles et équité linguistique (1H)**
 - Communications des intervenants (20 mn/intervenant) :
 - **Maryse ADAM-MAILLET**, IA-IPR de Lettres, responsable de Casnav
 - **Nathalie AUGER**, Professeur des Universités, Montpellier 3
 - **Caroline VELTCHEFF**, IA-IPR de Lettres, Ministère de l'Education Nationale
- **Débat et propositions (1H)**

Courte pause

- **Synthèse et pistes de travail (1H)**
 - Grand témoin « extérieur » : **Odile MALAVAU**X, IA-IPR d'Anglais
 - Clôture par témoin(s) interne(s) bureau ADEB :
Cécile Goï & Stéphanie GALLIGANI